



LIBERTAIRES

- Bimestriel de la Coordination des Groupes Anarchistes -

- N° 53 -

- Mai 2005 -

- 0,5 € -

On n'abandonne pas les luttes pour un OUI ou pour un NON !

Le référendum sur la constitution européenne est aujourd'hui le principal sujet d'actualité, que ce soit dans les médias ou dans les luttes. La CGA a donc décidé d'y consacrer son Infos et analyses libertaires, en centrant le débat sur la question du vote « non » (position majoritaire chez ceux qui ne se satisfont pas de l'injustice sociale, mais pas la nôtre).

Bien évidemment, nous écartons la question du « oui ». Cette proposition pour l'Europe n'étant que le prolongement législatif des politiques libérales et inégalitaires actuelles, il est évident que nous ne la validerons pas.

Le positionnement que nous avons adopté par rapport au référendum sur la constitution européenne peut vite susciter un rejet catégorique dû à ce que l'on pourrait nommer « l'évidence affective ».

Par cette expression, il s'agit de qualifier l'attitude que les humains adoptent couramment face à des phénomènes déterminés qui attendent d'eux un positionnement, un choix dans un délai précis. La nécessité de se prononcer rapidement nous conditionne dans un état affectif et pas forcément raisonné. Par le caractère possessif des sentiments, le choix effectué prendra alors l'allure d'une évidence non discutable.

Pour illustrer cette réflexion, nous pourrions prendre l'exemple du second tour aux élections de 2002, au cours duquel le vote pour Chirac était perçu comme seule alternative au fascisme et ne laissait place

à nul autre débat..

Toujours dans la même logique, le « non institutionnel », que les individus et organisations refusant l'ultra-libéralisme comptent adresser au référendum, constitue-t-il réellement un frein au libéralisme ? On peut sérieusement en douter, puisque ce sont les mêmes qui organisent conjointement la régression sociale et le référendum qui vise à l'officialiser. Comment le « non » pourrait-il imposer un coup d'arrêt à l'Europe libérale ? Au lendemain du 29 mai, ils tiendront toujours les positions de pouvoir qu'ils détiennent aujourd'hui et les affaires pourront continuer. Pourquoi demain mèneraient-ils une politique autre que celle de la classe dirigeante ?

Les politiques européennes qu'ils essaient d'officialiser existent déjà sans la validation du traité constitutionnel. Les services publics français sont déjà très largement démantelés. Avec ou sans la constitution, les services postaux seront ouverts à la concurrence totale en 2009 de même que ceux de l'énergie ou du transport de fret le sont déjà. Le non n'arrêtera pas ce processus que le capitalisme français et européen a mis en route il y a plus de vingt ans. De même, la précarité généralisée du travail et l'augmentation des inégalités n'est pas l'avenir, mais notre réalité d'aujourd'hui. Elle s'est construite au fur et à mesure des coups de butoir que nous ont imposé le patronat et les gouvernements libéraux ou sociaux-démocrates. De ce point de vue, le non ne les effraie guère.

Même si celui-ci pouvait égratigner leur projet, cela ne les empêcherait nullement de refaire un référendum comme ils l'avaient fait au Danemark pour faire adopter Maastricht ou encore de modifier la constitution, en la rendant pourquoi pas encore plus libérale mais cette fois sans référendum. Indéniablement, le non est une arme sans cartouche face aux bataillons du libéralisme...

En parallèle à l'inanité du non se pose la question de sa nocivité. En effet, s'il est certain que le non ne nous fera rien gagner, il n'est pas sûr qu'il ne nous fera rien perdre. Pour beaucoup, le non au référendum devient un objectif, une perspective et nombreux sont ceux qui délaissent les luttes au profit d'une campagne contre le non. Nous avons pu le constater dans le milieu enseignant au mois de mars. Alors que l'enjeu était d'engager une bataille contre la Loi Fillon qui construit une école soumise au monde capitaliste, la lutte contre la constitution est devenue prioritaire pour les syndicalistes enseignants. Ainsi, les lycéens, malgré leur mouvement exemplaire sont restés seuls à se battre contre la mise en application des principes libéraux dans l'enseignement. Depuis, la loi est passée et la mobilisation s'éteint sous les coups de la répression gouvernementale. Ce fait laisse peut être préfigurer les effets pervers de l'éventuelle victoire du non le 29 mai prochain. Mais on nous dira sans doute qu'il faut attendre 2007 pour que les choses changent, comme si les impasses électorales d'hier pouvaient constituer une perspective pour demain. Finalement, la

campagne pour le non à la constitution nous éloigne encore une fois de la possibilité de construire un mouvement social qui reste le seul moyen de transformer en profondeur la société dans un sens égalitaire.

L'expérience en témoigne : la lutte, les mobilisations massives dans les rues, dans la grève et toute autre forme d'occupation sont les seuls moyens pour changer les choses. Cette écœurante mascarade du « somniférendum » est encore une manière de faire croire aux individus que leur vote a un impact réel sur la société et qu'il est la clef d'un changement potentiel.

Pour toutes ses raisons, nous préférons l'efficacité directe et réelle de la rue au gouffre obscur de l'isolement, anesthésiste de parole, aspirateur de revendications.

Ainsi nous ne nous rendrons pas dans les urnes le 29 mai prochain mais nous serons, à coup sur, dans la rue le premier du même mois et engageons dès à présent une campagne libertaire unitaire contre la précarité pour qu'enfin les luttes puissent créer des perspectives émancipatrices.

Julie et Stéphane

(Groupe Un Autre Futur - Montpellier)

Dans les urnes, un NON vaut un Non et un OUI vaut un OUI !

Et les isoloirs sont tellement loin des luttes...

Le référendum sur le décret de constitution européenne est l'occasion de démontrer, de manière pédagogique, l'**inanité des propos tenus par les femmes et les hommes politiques**, quant aux discours qu'elles et ils sont capables de nous tenir et aux promesses jamais suivies d'effets qu'elles et ils ne se privent pas de distribuer.

Le **OUI**, aux yeux de ses défenseurs, serait seul capable d'assurer une continuité dans la construction européenne et favoriserait, à termes, le développement social du continent. Pour ces mêmes thuriféraires du OUI, le vote NON serait, a contrario, catastrophique et pour les Français et pour l'Europe...

Dans le camp du OUI se retrouvent des militants **UMP**, des militants **socialistes**, des militants **UDF**, **radicaux**, des **écologistes**, des **régionalistes**, des **communistes**, des **extrémistes de droite** (Haider en Autriche, par exemple)...

Le **NON**, aux yeux de ses partisans, serait seul capable d'assurer la grandeur et l'indépendance de la France - extrême droite et souverainistes - ou bien de s'opposer à l'hégémonie américaine et d'assurer une renégociation du traité constitutionnel, afin de construire l'Europe sur un modèle social, anti-libéral...

Pour ces VRP du NON, le vote OUI assurerait l'aggravation de la dérive anti-sociale constatée ces dernières années en France...

Dans le camp du NON se retrouvent des militants **communistes**, **trotskistes**, **socialistes**, **chevènementistes**, **UMP**, **souverainistes**, **d'extrême droite** - FN etc...

Les uns et les autres n'apportent pas, ou si peu, d'arguments favorables au OUI ou au NON. Ce qui est mis en exergue c'est le côté négatif du vote adverse.

Aussi, il ne faut pas s'étonner d'entendre des discours totalement surréalistes, qu'ils émanent d'un camp ou de l'autre.

Les « **Nonistes** », par exemple, s'évertuent à nous seriner que le NON permettrait une renégociation et stopperait net l'embellie ultra-libérale dans laquelle nous nous trouvons engluisés.

Ils se moquent de nous !

Suite page 2...

Infos&Analyses Libertaires

SOMMAIRE

Page 2

Syndicalisme, à la croisée des chemins ?

Page 3

Electoralisme, Anti-electoralisme
Changer de Base

Page 4

Précarité, chômage, misère
C'est le capitalisme

Contacts C.G.A.

...Suite de la page 1

Le **NON** vainqueur, en France, au soir du 29 mai ne changera rien à l'affaire. Le gouvernement Raffarin restera aux affaires et poursuivra, dès le 30 mai, à marche forcée, la casse des acquis sociaux entamée depuis bien longtemps déjà et aggravée en 2002...

Quant à la renégociation du traité, si celle-ci pouvait s'envisager, ce qui ne semble pas être le cas, loin s'en faut, elle serait menée par l'équipe en place, ... toujours le gouvernement Raffarin et les ministres UMP. En face nous trouverions des gouvernements européens favorables au traité constitutionnel et / ou favorables aux politiques social-démocrates ou libérales tant décriées.

A partir de ce simple constat il apparaît clairement que l'argument de la renégociation est une vaste fumisterie.

Alors ? le vote NON change quoi ?... Rien semble-t-il !

Le **OUI** vainqueur, en France, au soir du 29 mai ne changera rien à l'affaire. L'Europe s'enfoncera toujours un peu plus dans le libéralisme. Maastricht, Sheinguen, Nice, autant de traités liberticides et pourvoyeurs d'inégalités, de misère et d'aliénation, qui se verront renforcés par de nouvelles mesures d'exclusion économique, sociale et autres.

La catastrophe promise par les « **Oui-ouistes** », si le OUI était battu, sera au rendez-vous quel que soit le résultat.

Les choses paraissent en effet fort simples. Toutes les formations politiques qui participent de l'électorisme - de l'extrême droite à l'extrême gauche - proposent aux électeurs un positionnement en faveur ou contre le traité constitutionnel. Tous s'accordent sur un point : il est important de voter ...!

Mais ils seraient bien ennuyés, s'il leur fallait démontrer, dans la plus grande clarté, en quoi il est si important de voter.

Ce qui peut en revanche être aisément démontré, c'est le recours nécessaire, incontournable aux luttes sociales, aux luttes radicales et aux luttes auto-organisées, dans tous les secteurs, afin de porter un coup d'arrêt aux attaques du MEDEF et de l'Etat.

Reprendre l'offensive, voilà la seule cause pour laquelle il nous semble nécessaire et

utile de mobiliser.

Dire OUI ou NON à un traité constitutionnel, c'est admettre qu'un horizon indépassable existe et qu'il se limite aux constitutions auxquelles les gouvernements, les Etats et les capitalistes veulent nous soumettre.

Pour construire une alternative sociale aux divers systèmes d'exploitation et d'aliénation encore faut-il se résoudre, définitivement, à abandonner cette fâcheuse habitude d'aller voter quand les gouvernants, les chefs, les décideurs, ceux qui nous dirigent, ceux qui nous exploitent, quand toute cette engeance siffle le début de la partie.

C'est une partie perdue d'avance car elle se dispute selon les règles établies par les tenants du Pouvoir, ...de tous les Pouvoirs.

Alors, au bout du compte, nous nous sentons fondés à privilégier une totale implication au sein du mouvement social et des luttes qui le traversent, afin de contribuer le plus efficacement possible à leurs victoires. Nous préférons la solidarité collective et l'unité des luttes ouvrières et sociales aux replis « sectaires et individualisés » des isoloirs.

Quant à ceux qui verraient dans ce référendum le moyen de s'engager dans une stratégie de recomposition politique qu'ils n'oublient pas, qu'ils n'oublient jamais que l'opportunisme se paye toujours cash.

Rappelons leur que ces petits calculs sont bien peu de choses à côté des dégâts causés par l'électorisme et par l'accumulation des défaites, des trahisons et des reniements.

Ne nous abstenons pas de lutter, et, ensemble construisons les conditions de la grève générale et de l'affrontement avec les forces liberticides du libéralisme et de la social-démocratie réunies.

Laissons-les voter en rond et imposons, par nos batailles quotidiennes, une autre société, une autre Europe, un autre Monde où « l'Administration des choses aura remplacé le gouvernement des Hommes ».

Edi Nobras - GPA

le syndicalisme à la croisée des chemins ?

Le syndicalisme, dès son origine, s'est donné comme buts, la résistance aux attaques patronales et étatiques, dans un premier temps et, à plus long terme, l'abolition du salariat et du régime capitaliste d'exploitation.

Les affameurs se préparèrent alors à des lendemains qui allaient déchanter, puisque l'abolition du système d'exploitation capitaliste et d'aliénation étatique devait être l'aboutissement de l'affrontement inéluctable entre les classes.

A la participation " électorale ", les syndicalistes des origines, celles et ceux qui, en France, fondèrent la CGT, celle des Bourses du Travail, préféraient la grève générale, l'action directe et la gestion directe des moyens de production et d'échange.

" **Syndicalisme révolutionnaire** " ou " **anarcho-syndicalisme** ", tels furent les qualificatifs de ce syndicalisme qui ne se contentait pas de simples changements d'équipes dirigeantes, mais qui aspirait à une révolution en profondeur des agencements sociétaux.

Ainsi, la société rêvée par nos anciens se voulait **égalitaire, libertaire et pacifiste ! La chartre d'Amiens** (1906), dont un siècle nous sépare, consacra la séparation des champs d'interventions : d'un côté celles et ceux qui privilégiaient l'action syndicaliste et de l'autre, les politiciens qui voyaient dans l'action parlementaire et l'électorisme, le moyen d'apporter des améliorations aux dysfonctionnements sociétaux.

Celles et ceux qui désiraient s'inscrire dans la " politique " furent convié-e-s à le faire, à condition de ne pas introduire, à l'intérieur de l'Organisation syndicale, les ferments des divisions partisans (ou partitaires).

Par la suite, la colonisation du syndicalisme vint consacrer (jusqu'à aujourd'hui) la pratique réformiste, celle qui ne laisse au syndicat que les " miettes " de l'action revendicative au quotidien et, au " Parti " les tâches nobles de l'agencement sociétal et l'élaboration de la politique... Ainsi le tour fut joué !

Dans ce contexte, l'ampleur du récent appel des syndicats européens en faveur du OUI n'a d'égal que la pugnacité de quelques irréductibles à voter NON (en France : CGT, G 10 Solidaires...). Les uns et les autres, ce faisant, divisent à qui mieux mieux la classe ouvrière et ne font rien d'autre que d'avaliser la marche à pas comptés vers l'Europe libérale.

Les uns, partisans du NON par l'intermédiaire de leurs bulletins viennent cautionner la situation actuelle, celle d'une Europe des traités de **Maastricht**, de **Schengen**, de **Nice**...

Les autres, partisans du OUI, considèrent que par leurs votes ils vont introduire une dimension sociale dans la poursuite de la construction européenne alors qu'en fait, ils ne feront qu'aggraver une situation déjà fort dégradée.

L'exemple, parmi d'autres, de la **Fédération SUD Education** est révélateur à cet effet.

A l'intérieur de cette fédération se retrouvent des militant-e-s d'extrême gauche qui penchent très fort en faveur du NON, des militants écologistes pour qui le OUI est un meilleur choix et des militant-e-s anarchistes qui pensent que la fédération à mieux à faire que de donner des consignes de vote : par exemple de mobiliser, ici et maintenant, contre la Loi Fillon, la LOPRI, en solidarité avec les luttes lycéennes etc...

Qu'individuellement les adhérents de cette organisation, en toute autonomie, décident de voter OUI, NON, ou bien même s'abstiennent de reproduire ce geste (**voter dans les élections politiques**), geste que, pour ma part, je considère comme la forme supérieure de la résignation, cela n'est pas l'affaire du syndicat, encore moins du syndicalisme. Alternative au capitalisme, au libéralisme et à la social-démocratie, le syndicalisme ne doit pas se servir des armes fourbies par l'adversaire.

Les politiciens qui aspirent tous, sans aucune exception, au Pouvoir, peuvent se servir d'un moyen qui n'a jusqu'ici porté que de mauvais fruits : partout c'est en effet le règne du pouvoir sans partage, de la misère du plus grand nombre et de l'enrichissement des exploités, de l'aliénation sociale, économique et culturelle.

Les syndicalistes, en revanche, surtout quand ils se réclament d'une tradition de lutte, de solidarité et de démocratie, doivent avant tout se préoccuper de la construction de l'unité ouvrière sur la base de la communauté des objectifs et des intérêts des salarié-e-s. C'est cette unité, loin des sirènes partisans, qui garantira l'émergence d'un rapport de force favorable aux victoires contre l'Etat et le Patronat.

Et, s'il est vrai que " **cent ans nous séparent de la chartre d'Amiens, et jamais les syndicats n'ont été soumis à de telles pressions réformistes** " qui incitent au vote OUI, comme l'écrit le syndicat SUD Education du Vaucluse, il paraît bien difficile de nous satisfaire de la suite " **il nous semble, au contraire, qu'il est du devoir de tous les syndicats et du nôtre en particulier, de s'opposer à cette constitution et d'appeler à voter NON** ".

La pression social-démocrate et partisane, qu'elle soit considérée comme " réformiste " ou comme " révolutionnaire " selon que le vote se déplace d'un camp à l'autre, reste du réformisme pur jus !

Elle désigne l'acte de voter, l'acte illusoire de participer comme étant une occasion réelle de peser sur les destinées sociétales.

Nous savons pertinemment qu'il n'en est rien, bien au contraire.

Alors, peut-on réellement parler d'autonomie syndicale quand un quelconque mot d'ordre électoral est lancé ?

A mon sens NON ! D'autant que paradoxalement, dans cette affaire, seuls les partis politiques peuvent tirer un intérêt des divisions qui naissent de ces affrontements de " lignes ".

Ce qui est donc nécessaire c'est que nos camarades syndicalistes se ressaisissent et qu'ils (elles) adoptent une attitude plus en rapport avec le discours sur l'autonomie et sur la société égalitaire à laquelle nous aspirons toutes et tous.

E.S. (GPA)



Changer de base

La campagne pour le oui ou le non au référendum sur la constitution européenne bat son plein et les anarchistes sont amenés à expliquer pourquoi il n'est pas question pour eux de se prendre, ou plutôt de **se faire prendre** au jeu du bulletin dans l'urne.

Comme à chaque consultation électorale, électorale ou référendaire, les citoyens sont appelés à faire acte de participation. Plus que le résultat en effet c'est la nécessité de participer qui est mise en avant par le personnel politique. La vieille maxime serinée dans tous les cours d'instruction civique : " voter est un droit mais c'est aussi un devoir " est déclinée sur tous les temps et tous les modes. En France le vote n'est pas obligatoire mais c'est tout comme : on nous somme régulièrement d'aller voter. Celui qui ne va pas à l'isoloir n'est pas un bon citoyen, il ne fait pas son devoir, il n'est pas digne de la démocratie...

Cet acharnement est tout simplement proportionnel à la soif de légitimation des politiques de toutes les obédiences. La validation de leur position par les urnes est une de leurs préoccupations majeures. C'est du comptage des bulletins en leur faveur qu'ils tirent leur autorisation de gouverner, de légiférer, de décider à la place des citoyens, de les commander, de les réprimer, de les mener où bon leur semble.

La campagne référendaire à propos de la constitution européenne est emblématique de cette recherche de la légitimation citoyenne d'un processus - la construction européenne - qui s'est construit sans eux pendant des décennies. L'heure est venue de faire entériner par le peuple cette Europe en expansion aux

frontières toujours plus étanches qui règle la vie quotidienne des millions de citoyens européens. Et finalement peut importe que la réponse soit oui ou non : au lendemain du référendum ceux qui ont construit l'Europe jusqu'à la veille continueront, quelque soit le résultat, à la construire à leur guise.

Ceux qui prétendent que le " mouvement social " a intérêt à se mobiliser pour que le non l'emporte - pour bloquer l'Europe du libéralisme - sont des crétins ou des enfumeurs. Il y a en effet quelques naïfs illuminés qui pensent sincèrement qu'il est possible d'enrayer la machine en votant non, ils ne sont pas nombreux et ne pèsent pas bien lourd. Il y a en revanche beaucoup d'enfumeurs à gauche qui ne ratent pas une occasion de consolider et si possible d'améliorer leur crédit électoral en vue des prochaines consultations. Ceux-là pèsent malheureusement assez lourd sur le " mouvement social ". En roulant pour leurs ambitions partisans, ils entretiennent l'illusion démocratique qui permet au capitalisme et à la bourgeoisie toute puissante de continuer à couler des jours heureux. Leur propagande contribue grandement à l'**anesthésie** du " peuple de gauche " qui finit toujours par s'arrêter en route sur le chemin de la lutte sociale.

Le " peuple de gauche " est **englué dans le réflexe électoral** : le triomphe de la social-démocratie a fait de lui un mouton démocratique qu'on balade d'élection en élection en éludant les vraies questions : la pauvreté des uns et son cortège de misère, la richesse de quelques-uns et son cortège de privilèges.

Bon nombre de citoyens sont tout à fait conscients qu'ils passent leur vie

à nourrir un système profondément injuste. Le confort relatif dans lequel la plupart arrivent à vivre suffit à endormir les velléités de transformations sociales révolutionnaires.

Pourtant il y a bien des raisons de s'inquiéter de la précarité croissante de ce bien-être acquis en grande partie grâce aux luttes passées. Qu'à cela ne tienne, la gauche social-démocrate sait fournir les antidépresseurs adéquats : " **votez pour nous, nous allons arranger tout ça, dormez-bien, ça ira mieux demain...** ". Voilà comment on nous prépare des lendemains qui déchantent.

Le conformisme démocratique est effet bien plus confortable à court terme que la remise en cause profonde des institutions et des habitudes politiques en vigueur. Peu de gens semblent prêts à prendre le risque de payer le prix de la révolution sociale, c'est sans doute pour ça que beaucoup se voilent la face en se laissant bercer par l'illusion démocratique.

Le refus de participer aux farces électorales pourrait être le point de départ d'un vaste mouvement de transformation sociale : qu'on arrête une bonne fois pour toutes de se laisser tondre la laine sur le dos et notre avenir d'hommes et de femmes libérés pourrait dès lors se concevoir sur d'autres bases.

Il y a urgence :

Le monde doit changer de base...

JV Toulouse mai 2005

Des référendums en général...

Qui est à l'origine des référendums?

Le référendum, en France, a lieu à la demande du Président de la République, sur proposition du Gouvernement ou du Parlement. Bien qu'on puisse lire dans l'article 2 de la constitution française que le principe de la république est: «**gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple**» On voit que le peuple dispose de peu d'outils pour s'exprimer, et en tout cas pas du référendum. (Heureusement, il lui reste la rue!)

...et du référendum sur la constitution Européenne en particulier?

Aujourd'hui, quelle est la question qui est posée aux citoyens?

Etes-vous pour ou contre un document de plusieurs centaines de pages, constitué en majeure partie des traités déjà en vigueur? En d'autres termes, êtes-vous pour ou contre une Europe qui continuera de fonctionner, quoique vous votiez, comme elle fonctionne actuellement et surtout comme le souhaitent les pouvoirs politiques et économiques en place?

En effet, que pourrait bien apporter un « accord » ou un « refus » des citoyens français à propos de la constitution européenne? Ces mêmes citoyens, qui n'ont pas pu s'opposer aux sévères réformes anti-sociales de ces dernières années, peuvent-ils penser qu'un OUI ou un NON va modifier sensiblement leurs conditions d'existence?

Qui mettra en oeuvre la décision?

L'Etat, qui s'accommodera du NON comme du OUI.

Cette décision est-elle importante?

Non, puisque quelle que soit la réponse, OUI ou NON, notre sort de prolétaires n'en sera pas modifié sensiblement.

Une fois posées ces considérations, nous pouvons nous interroger sur le sens du référendum en général, en se posant la question suivante:

Pourrait-il exister des référendums utiles?

Je pense que OUI. Par exemple, il est possible d'imaginer que les syndicats représentatifs des travailleurs français organisent un référendum dont la question serait:

Souhaitez-vous?

-1- un système de retraites par répartition, mettant en oeuvre la solidarité inter-génération.

-2- un système de retraite par capitalisation boursière et individualisée.



Précarité, chômage, misère...C'est le capitalisme !

*Infos et Analyses Libertaires, journal de la
Coordination des Groupes Anarchistes.
Directeur de la publication: Edward Sarboni.
Rédaction et administration:
C.E.S. BP 233
66002 Perpignan cedex.
ISSN 07514530.
Dépot légal 2^{ème} trimestre 2005.
N° 52- Mars 2005
Conception graphique : NONO et Jièmté*

La précarité, loin d'être une donnée nouvelle de la société capitaliste, est devenue aujourd'hui une problématique centrale de nos vies. La casse des services publics, l'accélération des politiques libérales se répercutent directement sous forme d'une attaque généralisée sur tous les aspects sociaux : logement, retraites, chômage et tous les aspects économiques qui déterminent nos conditions de vie.

LA PRECARITE EST ERIGEE EN MODELE ABSOLU DE GESTION DU SYSTEME CAPITALISTE.

Ce modèle n'est pas qu'économique ou social, il concerne notre existence même, précarité du droit au séjour en France pour les étrangers, risques nucléaires, risques chimiques, dégradation de notre environnement, ...

Une des conséquences les plus visibles de cette précarisation de la société est le développement de la misère. Depuis quelques années, on assiste à une hausse permanente et importante de la pauvreté en France. Il y a aujourd'hui 3,5 millions de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté (soit plus de 6% de la population totale !). Le nombre de RMIstes connaît une hausse de plus de 10% par an, les dossiers de sur-endettement et les expulsions de logement sont en hausse dans un contexte de flambée des loyers. En 5 ans le nombre d'expulsions locatives a plus que doublé et le nombre de RMIste n'a jamais été aussi haut (1,2 millions d'allocataires) !

PRECARITE ET MONDE DU TRAVAIL

Le développement de la misère n'est pas seulement le résultat du chômage, il se nourrit aussi de la précarité de l'emploi. Au même titre qu'aux Etats-Unis on assiste aujourd'hui au développement des "working poors", des travailleurs pauvres vivant avec moins de 420 euros par mois. Ce sont bien souvent les victimes des contrats à durée déterminée, du travail saisonnier, des petits boulots ou autres temps partiels imposés. Ils sont généralement jeunes de moins de 25 ans ou anciens chômeurs de plus de 50 ans, sans qualification, et plutôt femme qu'homme. Il faut aussi rajouter à ce tableau la condition particulièrement précaire des étrangers sans-papiers. Avoir un emploi n'est plus suffisant pour

en être épargné. Quels que soient notre âge, notre niveau de protection sociale, nous subissons une précarisation de nos parcours de vie.

DEMOLITION SOCIALE ET REPRESSION

Cette situation est le résultat de la politique antisociale menée conjointement par les gouvernements successifs et le MEDEF.

Pour instaurer la précarité comme mode de gestion de la société, ils ont entamé la démolition de plus de 100 ans de conquêtes sociales!

Cela se traduit, entre autres, par le durcissement des conditions d'indemnisation des chômeurs/ses, la casse du droit du travail, la prolifération des emplois "aidés" (RMA, CIVI...) et l'augmentation des licenciements...

On assiste tout simplement aux conséquences du système économique capitaliste renforcé par un contexte où l'offensive est du côté d'un patronat ultra-libéral. L'Etat joue pleinement son rôle d'instrument de gestion pour les privilégiés et de maintien de l'ordre social. Il n'est donc pas étonnant de voir se développer les politiques sécuritaires et une justice de classe qui criminalise la misère. Le nombre record de 60 000 personnes incarcérées dans les prisons françaises a été franchi en 2004. Nous ne rappellerons jamais assez que 80% des prisonniers le sont pour des raisons socio-économiques.

Cette offensive libérale est mondiale. Dans les pays du nord comme du sud, les MEDEF locaux et les gouvernements à leur solde, brandissent l'argument de la "contrainte extérieure" et la menace des délocalisations, pour faire accepter cette précarisation croissante. C'est la mise en concurrence de tous et toutes contre tous et toutes aux quatre coins de la planète, mise en concurrence économique voire militaire...

LA MISERE ET LA PRECARITE NE SONT PAS DES FATALITES

Pourtant, les richesses produites sont de plus en plus importantes et les bénéficiaires n'en finissent pas d'être florissants pour les grandes entreprises. Rappelons seulement à titre d'exemple que 2004 a été une année record pour les profits et dividendes. Rarement les entreprises françaises

auront dégagé d'aussi importants résultats comme Total qui détient le record avec un résultat net de 9 milliards d'euros. La solution réside donc bien dans des choix de société et de partage des richesses. Il faut pour cela assumer la rupture avec le capitalisme.

Ré-approprions-nous les richesses, décidons ensemble et démocratiquement ce qui peut et doit être produit! Ne sacrifions pas nos existences pour le profit de quelques privilégiés!

Comme personne ne le fera à notre place, à nous de fédérer les luttes, de populariser le rejet du capitalisme et de ses funestes logiques et un mouvement social émancipateur, libertaire et égalitaire.

N'ABANDONNONS PAS LES LUTTES, POUR UN OUI OU POUR UN NON...

C'est pour cela qu'en ce 1er mai 2005, nous privilégions les luttes sociales, aujourd'hui escamotées par le débat sur le oui ou le non à la future constitution européenne.

C'est pour cela que plusieurs organisations, réseaux et groupes anarchistes ont décidé de lancer ensemble une campagne contre la précarité, dont ce 1er Mai n'est qu'un point de départ. Ici comme ailleurs, nous devons oeuvrer à l'organisation de mouvements sociaux autonomes des partis politiques et porteurs de transformations sociales radicales. Nous voulons aussi construire ensemble de nouvelles formes d'organisation sociale, où la production, la distribution et la consommation des richesses produites soient gérées collectivement, dans le cadre d'une économie socialement utile. Il faut repenser la société et son fonctionnement, sans le carcan dirigiste et inégalitaire de l'Etat et du capital !

CAMPAGNE DES LIBERTAIRES CONTRE LA PRECARITE

Signataires:

*Coordination des Groupes Anarchistes
Alternative Libertaire
Organisation Communiste Libertaire
No Pasaran
Offensive Libertaire et Sociale
Groupe Anarchiste Loire Atlantique
Groupe Anarchiste de Lille et environ
Union des Groupes Anarchistes Lyonnais*

...Suite de la page 3

Ce référendum ne nous a pas été proposé, et ce pour différentes raisons:

Il va à l'encontre des projets du système économique que nous subissons.

Les groupes constitués qui auraient pu proposer cette consultation n'en ont pas constitué le droit.

Aucun syndicat ou confédération de syndicats ne semble intéressé par une telle initiative.

Et surtout, si de tels choix étaient à portée de nos mains, cela signifierait que nous aurions les moyens d'imposer des projets sociaux bien plus ambitieux.

Nous voyons que, sauf à faire de la politique fiction, ce n'est pas demain que les anarchistes trouveront une bonne raison de se rendre aux urnes, même pour un référendum.

Quant au peuple de gauche, tant qu'il s'en remet à ses maîtres pour améliorer son sort, il a ce qu'il mérite, c'est à dire des miettes. Au lieu de s'interroger sur l'intérêt de se prononcer pour ou contre la constitution européenne, il ferait mieux d'analyser la constitution française qui lui dit: « *La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum* », ce qui n'est pas la réalité puisque même les référendums n'émanent jamais du peuple et toujours de ses représentants.

Le peuple, lui, ne devrait qu'accepter ou refuser de répondre aux questions qu'on lui pose, et dont la réponse est en principe connue d'avance.

S'abstenir de voter est une façon de déconstruire le mythe démocratique, ce mythe si prompt à désamorcer les luttes sociales dès lors que le roi nous convoque dans l'isolement, ce mythe qui laisse croire à des lendemains qui chantent sans rien faire, ou si peu.

Jièmté

Ce journal aborde des thèmes qui vous intéressent, vous souhaitez soutenir la Coordination des Groupes Anarchistes, faites nous le savoir en demandant 3 N° gratuits, ou en vous abonnant à 6 N° pour un an, au prix de 15 Euros. Si une version informatique vous convient mieux, fournir une adresse électronique. Remplir le formulaire ci-dessous et l'envoyer au secrétariat (adresse ci-contre)

Nom:	Prénom:
Adresse:	
Code postal:	Ville:
Souhaite recevoir 3 N° Infos & Analyses libertaires gratuits	Envoyer un courrier avec 3 enveloppes format A5 comportant votre adresse et timbrées à 0,64€.
Souhaite s'abonner pour un an	Joindre un chèque de 15 Euros.
Souhaite recevoir Infos & Analyses libertaires par mail.	Email:

Pour contacter la Coordination des groupes anarchistes:

Site Internet: <http://www.c-g-a.org/public/>

Courrier électronique: secretariat@c-g-a.org

La CGA à Montpellier Secrétariat Groupe Un Autre Futur 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER (permanences le samedi de 14h à 19h)	La CGA à Toulouse Groupe Albert Camus 36, Rue de Cugnaux 31300 TOULOUSE (permanences le Mardi de 18h à 20h)
La CGA à Perpignan Groupe Puig Antich 2, rue Théodore Guiter 66002 PERPIGNAN CEDEX Permanence tous les samedis de 15 à 19 heures en hiver et de 17 à 19 heures en été	La CGA à Auch Groupe Les Fédérés c/o Secrétariat CGA 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER
La CGA dans le Capcir Groupe Mata Negra c/o Secrétariat CGA 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER	La CGA dans l'Aude Liaison Aude C/O Secrétariat CGA 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER
La CGA dans les bouches du Rhône Liaison Bouches du Rhône C/O Secrétariat CGA 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER	La CGA à Béziers liaison Beziers c/o Secrétariat CGA 20, Rue Terral 34000 MONTPELLIER